@mnis
Revue de Civilisation Contemporaine
de l'Université de Bretagne Occidentale
EUROPES / AMÉRIQUES
http://www.univ-brest.fr/amnis/

Le peuple et la coca
Populisme cocalero et restructuration de l'échiquier politique bolivien

Cécile Casen
Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine – CREDAL
France

Erwan Sommerer
Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence – CREALC
France

« *Somos pueblo, somos MAS* »[1] : c'est avec ce slogan que le *Movimiento Al Socialismo*, le parti d'Evo Morales, s'est présenté aux élections de décembre 2005 en Bolivie. Il illustre le caractère populiste d'un discours qui prétend faire du MAS l'incarnation du peuple. Cette rhétorique est à l'origine d'un bouleversement des clivages politiques héri-tés de la transition démocratique. En effet, alors que le système politique fonctionne depuis 1985 sur la base de coalitions régulières entre un nombre limité de partis, les mouvements sociaux contestent la légitimité de cette démocratie dite « pactée » et réin-troduisent une logique antagoniste là où le consensus prédominait.

Ainsi, le mouvement social mené par les paysans cultivateurs de coca, les *cocaleros*, a donné lieu à la structuration d'un « instrument politique » destiné à occuper l'espace électoral, et s'est engagé dans une dynamique partisane. En s'émancipant de la défense du seul intérêt sectoriel et corporatiste, le MAS s'est positionné sur la scène politique nationale et a fait d'Evo Morales une figure incontournable : son émergence pose la question de la légitimité pluraliste et représentative des institutions boliviennes.

C'est ce renouvellement de la contestation et ses conséquences que l'on se propose d'étudier ici : comment s'est effectué le passage d'une revendication sectorielle à cet

[1] Il s'agit d'un jeu de mot puisque « MAS » est le nom du parti tout en signifiant « plus » en espagnol. Ce slogan affirme ainsi l'identité entre le parti et le peuple tout en faisant jouer l'argument du nombre et de la majorité.

appel au peuple bolivien ? En quoi l'exclusion des élites traditionnelles dessine-t-elle de nouvelles lignes de partage qui relèvent du populisme ? Enfin, cette exclusion recouvre t-elle une dimension raciste rappelant le lien traditionnel entre le discours populiste et la tentation d'un repli xénophobe ?

Répondre à ces questions imposera de discuter le caractère *essentiel* ou *contingent* du populisme du MAS : nous nous demanderons s'il s'agit d'un moment temporaire dans la transformation de l'échiquier politique, et nous verrons dans quelle mesure ce discours se trouve contrebalancé par un renouvellement effectif du jeu démocratique : à l'inverse d'une appréhension réifiée d'un peuple homogène, la reconnaissance par le MAS de l'hétérogénéité fondamentale de la réalité sociale bolivienne n'est-elle pas le meilleur antidote contre l'écueil populiste ?

1. Causachun coca !

Alors qu'il n'est encore qu'un simple leader syndical et paysan[1], Morales devient lors des élections générales[2] de 2002 une figure politique incontournable. Sa présence au second tour marque en effet l'émergence durable d'un discours de contestation du système partisan traditionnel de la Bolivie, orchestré par cinq organisations dont les plus importantes sont le MNR, le MIR et l'ADN[3]. Leurs coalitions récurrentes depuis l'établissement du régime démocratique ont permis la stabilisation des institutions mais se sont également appuyées sur un consensus autour de l'économie de marché : cette orientation univoque, dans un contexte d'exacerbation des inégalités, a provoqué la récente crise sociale et politique.

Comprendre les conditions d'émergence du MAS nécessite de revenir sur la formation du mouvement *cocalero*. Celui-ci regroupe les paysans cultivateurs de coca criminalisés et réprimés dans le cadre de la « guerre contre les drogues »[4]. Depuis 1988, la région du Chapare est désignée comme une « zone rouge » d'où proviendrait la majeure partie des matières premières pour le narcotrafic. L'objectif gouvernemental est donc l'éradication de la coca. Cependant, les manifestations se multiplient et illustrent l'importance croissante du mouvement *cocalero* au sein du syndicalisme paysan[5]. En 1997, l'arrivée au pouvoir de l'ancien dictateur Banzer provoque la radicalisation de la confrontation. Son « Plan dignité » se fixe en effet l'objectif de « coca zéro » qu'il prétend avoir atteint à la fin de l'année 2000. Pourtant, la répression et la militarisation des régions de production ne font qu'encourager la logique antagoniste et créent l'espace politique nécessaire à la formation d'un puissant mouvement contestataire.

---

[1] Evo Morales est né en 1959 dans une famille paysanne aymara d'Oruro qui émigre dans le Chapare à la fin des années 70. C'est là que commence son engagement dans les structures syndicales locales. Il monte rapidement dans la hiérarchie et devient bientôt le porte-parole des producteurs de coca. Depuis 1993, il est le leader de la « Coordination des producteurs de coca du Tropique de Cochabamba »

[2] Elles regroupent la désignation du Président de la République et des députés.

[3] Le premier, le « Movimiento Nacional Revolucionario » est le parti historique à l'origine de la Révolution de 1952 ; le « Movimiento Izquierda Revolucionario » est né dans les années 70 pour lutter contre la dictature ; le dernier, « Accion Democratica Nacionalista » est le parti formé par Hugo Banzer après la transition.

[4] La « guerre contre les drogues » est menée sous l'égide des États-Unis et se traduit entre autre par une forte militarisation du Chapare.

[5] La *Coordinadora de Productores de Coca* se structure bientôt en Coordination des six fédérations syndicales du *Tropico* de Cochabamba. Ce processus organisationnel et le dynamisme dont fait preuve le mouvement social qui en est à l'origine la rend peu à peu incontournable au sein de l'organe syndical national, la CSUTCB.

Pour les *cocaleros* – Morales en tête – il s'agit de défendre le droit des paysans à récolter la feuille andine « millénaire » malgré ses liens avec le narcotrafic. Ce combat, d'abord corporatiste puisqu'il concerne la subsistance des familles paysannes, est alors investi d'une dimension symbolique : la résistance culturelle, la défense de la *véritable* identité bolivienne. Le slogan « *causachun coca* » – « *vive la coca* » – devient un cri de ralliement pour de nombreux mouvements sociaux, et l'enjeu de la contestation prend une dimension nationale. Le MAS s'éloigne peu à peu de son origine strictement sectorielle.

La valorisation d'une culture andine comme fondement pour la construction d'une identité nationale, le discours anti-impérialiste qui dénonce le rôle américain dans l'hostilité étatique à la coca, sont donc autant de thématiques discursives qui permettent au MAS de transcender ses racines corporatistes et d'interpeller les électeurs au-delà de son cercle restreint initial. La bataille rhétorique et idéologique autour de la coca consiste à libérer le mot d'ordre premier, sectoriel, de son lien avec le narcotrafic. Le registre policier et criminel évolue ainsi vers un registre souverainiste, capable d'englober d'autres mouvements sociaux, d'autres revendications autour d'un projet politique commun : c'est ce que le politologue argentin Ernesto Laclau nomme une « chaîne d'équivalence »[1]. On assiste ainsi à l'association de multiples acteurs et organisations, porteurs de demandes distinctes – l'arrêt de l'éradication forcée de la coca, la gestion de l'eau en tant que bien public, l'augmentation du salaire des enseignants – sur la base d'un combat commun[2].

C'est à travers cette logique de l'équivalence, l'alliance des *cocaleros* avec d'autres mouvements sociaux, que le MAS a pu répondre à la nécessité de trouver des alliés hors de ses positions originelles, et investir un agenda politique et électoral qui ne relevait pas uniquement de la thématique de la défense de la coca. Au déplacement symbolique – de l'argument corporatiste au slogan souverainiste – répond ainsi l'élargissement du champ d'action d'une organisation sociale qui se mue en parti politique.[3]

2. Du glissement symbolique au risque populiste

Le processus de formation et de politisation d'un mouvement social, son émergence comme parti représentatif sur la scène électorale, procède d'une évolution dont la tentation populiste n'est jamais vraiment exclue. En effet, le rassemblement autour de mots d'ordre communs implique pour chaque composante du mouvement, pour chacune des organisations sectorielles en équivalence, un abandon plus ou moins marqué de ses revendications initiales.

Sur chaque intérêt spécifique est ainsi apposé un sens supplémentaire, un surplus de signification qui porte la raison d'être des organisations concernées au-delà de leur positionnement originel. Les *cocaleros*, les défenseurs de l'eau ou des ressources naturelles boliviennes, du niveau des salaires, l'ensemble des acteurs regroupés autour d'un objectif commun, ont été soumis à ce processus connotatif : celui-là même que Barthes

[1] C'est à l'aide de ce concept qu'il analyse la convergence des nombreux mouvements sociaux qui ont réclamé le retour de Juan Perón en Argentine à partir des années 60. Voir Laclau, Ernesto, *La Guerre des identités*, Paris, La Découverte, 2000, pp. 24-30.

[2] La « Comunal » (*Coordinadora de Movilizaciones Única Nacional*) est un bon exemple de ce type d'association entre mouvements sociaux. En juin 2001, cette organisation ad hoc regroupe la « Coordination del agua » (issue de la guerre de l'eau d'avril 2000 à Cochabamba) et le mouvement *cocalero* autour de Morales pour répondre à la criminalisation des leaders syndicaux et faire valoir leurs revendications.

[3] « *Le MAS affirme que les suffrages qu'il a obtenus sont une preuve du sentiment anti-impérialiste et anti-néolibéral de la population*. » La Razón 1er juillet 2002.

a pu autrefois qualifier de « *parole volée* ».[1] Ainsi les paysans qui se sont battus tout au long des années 1980 et 1990 pour le droit de cultiver la coca sont devenus – qu'ils l'aient décidé ou non – les symboles d'une nation menacée par l'impérialisme, les représentants de quelque chose qui tend à dépasser leurs intérêts immédiats.

C'est dans cette évolution que réside le risque populiste auquel le MAS a été confronté dès son émergence en tant qu'acteur politique crédible et légitime. En effet, le déplacement symbolique qui autorise l'unité d'organisations sociales hétérogènes peut avoir pour conséquence d'altérer l'identité des diverses organisations en équivalence.

La connotation est ainsi le recouvrement par un discours englobant du sens premier que les acteurs ont apposé à leurs actions et à leurs revendications. L'évolution du MAS le montre bien : ce glissement symbolique permet d'ériger un mouvement collectif à partir de mots d'ordre sectoriels ; il permet également le passage d'une logique purement sociale – située en position d'extériorité vis-à-vis de la sphère publique – à une logique cette fois plus politique.

Le « vol » de la parole initiale, du discours originel, est ici une condition de possibilité pour une politisation des discours et des actes. Ce qui n'était qu'un mouvement paysan est devenu une organisation destinée à défendre l'identité bolivienne traditionnelle et à affronter les influences étrangères.

Le prix à payer est alors cet oubli des origines, l'abandon partiel des revendications corporatistes, qui se révèle inévitable au fur et à mesure que le parti se politise et prétend à une représentativité nationale. Evo Morales, candidat à la présidentielle, n'est plus un *cocalero* : la défense des cultivateurs de coca n'est qu'un élément parmi d'autres de son projet politique général.

Mais l'écueil principal de ce type d'évolution, notamment dans ce contexte de critique du fonctionnement des institutions démocratiques, est la transformation rhétorique des représentés – les multiples organisations que le MAS a su fédérer – en un peuple perçu comme homogène et exprimant à travers sa volonté la Bolivie « réelle », dont l'expression est la condition d'un régime authentiquement démocratique.

Dans l'optique d'un renouvellement institutionnel, d'une contestation du système partisan traditionnel, la tentation n'a cessé de grandir pour le MAS et son leader : il était presque naturel de prétendre à la représentation privilégiée des « vrais » boliviens, membres d'une entité collective soudée et solidaire face aux partis discrédités et aux intérêts étrangers.

En défendant la coca, l'eau, les salaires, et à travers eux la souveraineté nationale, il était tentant d'opérer un second glissement sémantique, d'achever le processus de la « parole volée » en direction d'un peuple d'abord considéré comme multiple et différencié, expression de la diversité bolivienne, puis comme un acteur unique, indistinct, dont la parole souveraine aurait été unique, cohérente et non plus dispersée. Restait alors à son interprète exclusif et monopoliste – le parti – le soin de l'incarner sur la scène électorale, tirant de son lien au peuple la connaissance privilégiée de la réalité nationale.

[1] Ainsi, selon Barthes, « *le mythe est toujours un vol de langage* » en ce qu'il fait dire aux choses plus qu'elles ne signifient au premier abord. Leur sens initial est donc détourné vers une signification supérieure, culturelle et idéologique, qui vient occulter toutes les autres interprétations possibles. Voir Barthes Roland, *Mythologies*, Paris, Editions du Seuil, 1957, pp. 204-211. La connotation est donc le processus par lequel « *un signe devient à son tour un signifiant qui, associé à un autre signifié, constituera une nouvelle unité, un signe de niveau supérieur* ». Calvet, Louis-Jean, *Roland Barthes, Un regard politique sur le signe*, Payot, Paris, 1973, p. 56.

Cette tentation du dévoilement, ce risque populiste, peuvent être localisés plus précisément dans les discours de Morales après son succès à la présidentielle de 2002. Cet évènement marque en effet le moment clef de la transition entre une logique de fédération corporatiste et sectorielle et une prétention plus marquée à être le représentant légitime de la souveraineté populaire et de la Bolivie « réelle » ; le score élevé du leader du MAS fut compris comme l'expression de la nation authentique, jadis silencieuse du fait du système « pacté », et soudain pleinement incarnée par Morales[1].

Ce fut un moment clef qui laissa clairement entrevoir la possibilité du glissement populiste : le gain considérable de légitimité fut l'occasion de reconstruire de toutes pièces un nouvel acteur politique, présent depuis toujours mais muselé, interdit de parole ; un acteur collectif seul détenteur de l'être national et tout à coup doté par la MAS d'une capacité à exprimer une opinion homogène sur la place publique.

On pourrait alors parler peut-être d'une *dimension* populiste du MAS, confirmée à cette occasion, plutôt que d'une évolution univoque : « *nous sommes le peuple* »[2] ont pu clamer depuis Morales et ses partisans, sans que disparaissent toutefois la volonté de représenter une Bolivie multiple et non indifférenciée. Mais il demeure toujours cet écueil de la ventriloquie populiste, cette prétention du leader politique à ce que le peuple parle par sa bouche : lui seul est capable d'entendre, de comprendre et d'exprimer cette parole collective.

3. La restructuration populiste de l'échiquier politique

Cette réaffirmation discursive du peuple comme acteur collectif légitimant est à l'origine d'une transformation de l'échiquier politique bolivien, d'une redistribution de ses lignes de fracture antagoniste. Délimiter le peuple, repérer la nation authentique, c'est en effet tracer une frontière entre le propre et l'étranger, entre soi et une extériorité dont la localisation permet de nourrir sa propre identité : c'est en excluant l'autre – quel qu'il soit – que le populiste produit le peuple comme un tout homogène.

Cet extérieur constitutif[3], c'est d'abord l'impérialisme, l'ennemi américain désigné comme source des attaques menées contre la coca, contre les ressources naturelles du pays, et donc contre sa culture traditionnelle et son développement économique. Aux symboles de la Bolivie « réelle » répondent ainsi les symboles de la menace qui pèse sur elle : les influences exogènes sont un obstacle déterminant entre la nation – le peuple – et l'avènement d'une société plus juste, plus harmonieuse et plus démocratique.

---

[1] Morales pourra donc affirmer : « *Pour l'élection présidentielle, nos propositions tournent autour d'une revendication très forte du peuple bolivien : c'est la récupération des entreprises stratégiques comme les gisements d'hydrocarbures aux mains des multinationales US ou espagnoles. (...) Les mines sont aujourd'hui privatisées et il ne reste que quelques coopératives minières. L'électricité a été privatisée et, actuellement, 80 % de l'argent part à l'extérieur (...). L'argent bolivien part par valises entières à l'étranger*. » Extrait d'un entretien accordé par Evo Morales à *L'Humanité* et paru le 16 avril 2002.

[2] C'est le titre à la une du premier numéro du journal du MAS, *Soberanía*, en septembre 2005. On peut y lire par ailleurs que Evo Morales « *donne la priorité dans sa lutte, son discours et son action quotidienne la défense de la dignité et de la souveraineté de tout un peuple* » (p. 2).

[3] La notion d'extériorité constitutive provient du paradigme post-structuralisme et notamment des théories post-marxistes d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. Elle est peut être définie comme « *une extériorité discursive qui (...) prend la forme d'une altérité radicale* ». Ainsi, « *les limites constitutives d'un discours sont construites en relation à cette extériorité menaçante* ». Torfing, Jacob, *New Theories of Discourse*, Blackwell Publishers, Oxford, 1999 (p. 299). Pour une approche théorique, voir aussi Laclau, Ernesto, *La Guerre des identités*, *op. cit*., pp. 93-107.

L'opposition anti-impérialiste, cependant, ne concerne qu'une entité située hors des frontières géographiques. Le basculement et la restructuration de la scène partisane, pour sa part, nécessitaient l'irruption d'une telle extériorité au cœur même du jeu politique national. Pour parvenir à une redistribution des positions idéologiques en sa faveur, le MAS a procédé à un redécoupage de la nation qu'il a puisé dans l'imaginaire politique bolivien et dans la longue tradition de revendication indianiste contre les élites néo-coloniales : il fallait tracer les limites véritables de la nation en excluant une partie de ceux qui, malgré leur appartenance formelle, ne faisaient pas partie du vrai peuple.

Une telle restructuration impliquait que les frontières de l'en-dehors évoluent, de la même façon que le pamphlet inaugural de Sieyès projeta hors de la nation légitime l'ensemble de ceux qui n'étaient pas membre du Tiers-état : il s'agissait alors d'exclure du peuple ceux qui servaient des intérêts étrangers, ou contraires à la majorité – seule détentrice de la réalité nationale. La menace d'une assemblée constituante indépendante révéla la prétention des contestataires à représenter la totalité exclusive d'une communauté dont les adversaires politiques étaient rejetés[1].

Le MAS a connu un même cheminement rhétorique : l'irruption de « l'extérieur » au cœur d'une nation dont sont soudain exclus ceux qui affirmaient jadis la représenter dans sa globalité. Les partis traditionnels sont alors accusés de servir l'impérialisme, de ruiner le pays par l'importation de dogmes rigides et inadaptés, d'incarner une Bolivie illégitime – de second rang[2].

L'enjeu est ici la légitimation d'une perception nouvelle de l'échiquier politique ; la mise en place d'un jeu de déplacement des équivalences et des différences qui conduit à la recomposition du paysage partisan. Ceux qui se prétendaient adversaires sont présentés comme des alliés. Leurs points de divergences sont considérés comme étant peu pertinents, leurs différences sont niées : elles comptent moins que ce qui les rend semblables par-delà les distinctions de surface : une même obéissance aux exigences impérialistes, une même adhésion à l'économie de marché, une même négation de la Bolivie authentique et de son peuple.

Ce renouvellement des frontières de la nation véritable, supposé définir d'un même mouvement le peuple et les ennemis du peuple, rappelle fortement le nationalisme populiste argentin des années 1930 à 1940 : c'est au cours de cette période, baptisée la « décennie infâme » du fait de la corruption qui régnait dans le milieu politique, que sont énoncés les discours et slogans – l'idéologie – qui servira à légitimer par la suite l'émergence et la consolidation du pouvoir péroniste.

Des intellectuels comme Raul Scalabrini Ortiz ou Arturo Jauretche ont ainsi dénoncé la confiscation de la démocratie par une élite oligarchique qui usait ouvertement de la fraude électorale et dont les pseudo-divisions ne servaient qu'à alimenter un pluralisme de façade. Au nom de la souveraineté d'un peuple dont les populistes, surtout issus des classes moyennes, prétendaient défendre les intérêts, toute forme d'importation idéologique rigide était rejetée : toute fascination pour l'ensemble des modèles politiques étrangers – de droite comme de gauche – était bannie en vue du retour à une Argentine plus authentique, populaire, politiquement et économiquement indépendante.

---

[1] Sieyès, Emmanuel, *Qu'est-ce que le tiers état ?*, Paris, Flammarion, 1988.

[2] Ainsi, « *Dans ces élections le camp politique s'est scindé ; d'un côté il y a le MNR qui a capté le vote urbain, le vote des élites qui se sont retranchées derrière Gonzalo Sánchez de Lozada, et d'un autre côté surgit une gauche qui renaît avec un pouvoir nouveau. Depuis près de vingt ans les deux Bolivie s'opposent face à face* », Cf. « Dos Bolivias dos poderes », Chavez, Walter, *El Juguete Rabioso*, 3 juillet 2002.

Ainsi, au sein d'une organisation appelée la Force d'Orientation Radicale de la Jeunesse Argentine (FORJA), ils contestèrent le partage de l'échiquier politique, et tracèrent leur propre ligne de fracture entre les partis issus d'influences exogènes – des communistes jusqu'aux fascistes – et leur propre mouvement, seul détenteur de la volonté du peuple[1].

Ils furent les principaux idéologues de l'aile gauche du régime de Juan Perón, qui marqua pour sa part l'institutionnalisation de ce nouveau clivage partisan : l'ensemble des partis traditionnels argentins furent mis en équivalence et rejetés hors de la nation légitime. Comme en Bolivie aujourd'hui, la référence au peuple et au refus des influences extérieures conduisit à la formation d'un partage idéologique nouveau qui força les vieux partis à se scinder ou à se regrouper face à un pôle politique en émergence[2].

4. Populisme et racisme

Nous avons vu comment le populisme, en se réclamant du peuple, construisait un en-dehors nécessairement exclu du nouveau champ de la légitimité. Pourtant, en sens inverse, il implique également une ouverture suffisante qui lui permette de rassembler au-delà d'une identification trop restreinte. Cette tension entre inclusion et exclusion explique peut-être comment le MAS parvient à éviter l'écueil du racisme. Il pourrait sembler logique en effet que l'identité indigène serve de motif pour tracer la ligne de partage entre les « deux Bolivie ».

De plus, cette tentation peut être repérée dans l'histoire du mouvement katariste[3]. Si les mouvements indigènes prétendent contester l'exclusion dont ils sont victimes, ils ne sont pas à l'abri de sa reproduction en négatif. L'indianisme radical a ainsi donné lieu dès les années 70 en Bolivie à une littérature qui ne faisait que renverser l'habituelle hiérarchie des races au profit de l'Indien[4]. Par ailleurs, la revendication d'une culture comme fondement d'une action politique alternative comporte ce type de risque et appartient à la rhétorique du MAS[5].

Il est ici intéressant de mettre en regard la rhétorique du MAS avec celle du MIP. Le « *Movimiento Indigena Pachakuti* » est l'autre parti politique né lors de la montée en puissance des mouvements sociaux depuis 2000. Le discours de Felipe Quispe, son principal leader, s'inspire clairement d'un katarisme intransigeant. Il stigmatise ainsi le

---

[1] Sur l'histoire et la pensée politique de la FORJA, voir notamment Buchrucker, Cristiàn, *Nacionalismo y Peronismo*, Buenos Aires, Editorial Suda-mericana, 1999, p. 258-276 ; Galasso, Norberto, *Raul Scalabrini Ortiz*, Buenos Aires, Ediciones del Pensamiento Nacional, 1985 ; Sigal, Silvia, *Le Rôle politique des intellectuels en Amérique Latine*, Paris, l'Harmattan, 1996, pp. 64-73 et 233-248.

[2] La stratégie des entrants et des outsiders sur la scène électorale consiste d'ailleurs souvent à mettre en équivalence les partis déjà implantés sur la base d'une nouvelle ligne de partage. La critique de la corruption, la mise en lumière d'un prétendu système oligarchique, l'appel à la nation « réelle », sont autant de stratégies de reformulation de l'échiquier politique où le nouvel arrivant aspire à occuper une place centrale. Voir Neveu, Erick, « Métier politique, d'une institutionnalisation à une autre », in *La politisation*, Lagroye, Jacques, Belin, 2003, p. 105.

[3] D'après le nom de Tupak Katari, chef d'une rébellion contre la couronne d'Espagne qui assiégea la ville de La Paz de mars à octobre 1781. Le mouvement katariste qui renaît dans les années 70 met au centre la lutte anticolonialiste des indiens et insiste sur la continuation de l'oppression culturelle dont ils sont victimes.

[4] Fausto Reinaga, l'un des grands idéologues de ce courant écrit *La Revolucion India* et la présente comme une « révolution raciale ».

[5] Evo Morales a pu déclarer : « *Dans notre culture, les quechuas-aymaras, assumer l'autorité signifie servir le peuple, c'est avoir une vocation à servir, alors que dans la culture occidentale, être l'autorité c'est vivre du peuple, être un parasite*. »

multiculturalisme[1], et a pu réclamer la création du pendant du Ministère des Affaires Paysannes, Indigènes et Peuples Originaires : un « Ministère des Affaires q'aras[2] ». Pourtant en se réclamant de la majorité indienne en Bolivie[3], il fait mine d'ignorer la pluralité de cette identification et, de ce point de vue, son caractère exclusivement aymara.

Il peut se prévaloir d'une relative représentativité auprès de ces derniers tandis que les quechuas, les guaranis sans parler des nombreuses autres communautés indigènes ne se reconnaissent en rien dans son « mouvement ». Ainsi, lorsque Quispe se présente comme le chef de la « república india » par opposition à la « q'ara », il trace une ligne de partage claire mais illusoire qui ne fait que contribuer à son isolement sur la scène nationale. Les résultats comparés du MAS et du MIP en 2002, sont de ce point de vue tout à fait révélateurs[4].

Contrairement à celui du MIP, le discours du MAS parvient à transcender les enjeux strictement identitaires. Par-là, on peut considérer que ce parti s'inscrit dans la dynamique d'ouverture des mouvements indigènes dont « *la proposition ne s'est pas réduite à une simple affirmation de leurs particularités propres ni à une logique de la différence. Sans nier ni retarder leur demande centrale d'autonomie, les peuples indigènes sont parvenus à construire un noyau qui dépasse les limites de leur propre culture et histoire*.[5] » Par ailleurs, le succès électoral du MAS s'explique en grande partie par cette cette capacité d'ouverture. Là où il parvient à essaimer bien au delà de son fief *cocalero* du Chapare, le MIP reste prisonnier d'un ancrage territorial et identitaire aymara.

Le projet politique du MAS s'oppose à celui du MIP en ceci principalement que son objectif n'est pas d'abolir la nation bolivienne mais de la refonder. Il n'abandonne pas la revendication d'une identité indigène, au contraire, mais réclame sa prise en compte dans le cadre de l'État bolivien. Le MAS est un parti beaucoup plus hybride que le MIP tant au niveau idéologique que dans le recrutement de ses cadres. Si les représentants de la tradition ouvriériste se sont adaptés à la ligne de l'identification ethnique, la référence katariste se fait plutôt du côté du Manifeste de Tiwanaku et de la théorie de *los dos ojos*[6] *ojos*[6] que de l'indianisme radical pour lequel le rejet du marxisme est un dogme.

La condition de migrant des *cocaleros* permet aussi d'expliquer cette relative modération. Le fait de venir s'installer sur un territoire en quelque sorte non historique (le Chapare), par opposition à ce que représente l'Altiplano pour les Aymaras, implique certainement une identification plus souple et donc moins exclusive. L'identité indigène est en effet liée à celle du mouvement et non à celle de la fixité d'un ancrage territorial.

---

[1] Principe inscrit dans la constitution depuis 1994.

[2] En quechua et en aymara, q'ara désigne de façon péjorative les blancs et les métisses. Il signifie à la fois « pelé » et « nu » et renvoie à l'absence de culture andine et d'éthique qui les conduit à voler et à exploiter. Cf. Albo, *Pueblos Indios en la Politica*, Plural, CIPCA, La Paz, 2002, p. 80.

[3] La Bolivie est connue comme le pays le plus indien d'Amérique Latine. 62 % de la population bolivienne s'identifie comme indigène lors du recensement de 2001.

[4] Le MIP obtient certes son meilleur résultat dans le département de La Paz, son « fief aymara », mais il reste modeste puisqu'il n'arrive qu'en troisième position (17,74 % des suffrages). Par ailleurs, dans le reste du pays, ses résultats sont quasiment nuls.

[5] Calla, Ricardo, Barrios, Ramiro Molina, Salazar de la Torre, Cecilia, « Movimientos indigenas y pactos de genero », *Cuaderno de futuro* n°5, CEDLA, PNUD, La Paz, 2000, p.14

[6] La théorie des deux yeux est sous-tendue par le Manifeste de Tiwanaku (1973) qui énonce que les Indiens sont "économiquement exploités, culturellement et politiquement opprimés". Elle dépasse ainsi le réductionnisme classiste de la majorité des syndicats et partis de gauche de l'époque, tout en surmontant une vision strictement ethnique.

Conclusion : les paradoxes du populisme cocalero

La trajectoire politique du MAS et de son leader exprime bien les paradoxes du populisme dans des contextes politiques où le caractère réellement démocratique des institutions et du jeu électoral fait l'objet d'un débat. D'une part le gain de représentativité nécessaire à l'irruption sur l'échiquier partisan a imposé aux *cocaleros* de s'affranchir de leurs revendications sectorielles et corporatistes. Le glissement symbolique – de la défense de la culture de la coca à celle de la nation « réelle » - a permis la formation d'un mouvement social élargi, capable d'entrer en compétition au cœur du système démocratique.

Mais cette entrée s'est faite d'autre part sur la base d'une critique des pactes oligarchiques et d'une prétention à l'expression exclusive et privilégiée de la volonté populaire : le populisme survient ainsi lorsque s'efface dans les discours la complexité du monde social et que prennent vie, dans la bouche des leaders, les entités fictives de la philosophie politique.

Pourtant, on l'a vu, la frontière antagoniste ainsi tracée entre le vrai peuple bolivien et ses ennemis, les agents de l'extérieur, les représentants de l'altérité au cœur de la nation, ne peut être comparée au simple repli sur soi que d'autres partis ont privilégié. L'exigence de représentativité, le processus de construction d'un mouvement aux multiples facettes, a forcé la préservation d'un peuple différencié, pluriel, qui est toujours l'une des composantes fondamentales du programme du MAS.

Certes, le discours de Morales fonctionne toujours à l'exclusion ; c'est à l'encontre d'un en-dehors où sont projetées les élites traditionnelles que s'est construit son succès. Mais jamais la volonté d'incarner la parole du peuple n'a abouti à une quelconque exaltation populiste de l'homogénéité. Les contours du peuple sont en quelque sorte demeurés mouvants, en négociation perpétuelle, et non pas fixes et immuables, c'est-à-dire réifiées sur la base d'un critère exclusif et rigide – la race, la couleur de la peau, ou encore la classe sociale d'appartenance.[1]

Si l'on peut alors effectivement parler de populisme, il faut préserver aussi cette spécificité du MAS, née de son histoire, de la construction patiente d'un front uni contre la structure traditionnelle de l'échiquier politique : la capacité à manier l'appel au peuple sans verser dans une xénophobie pourtant si tentante lorsque l'on prétend accéder à la vérité de la nation. Le populisme est un élément du discours du MAS, l'un des horizons de son évolution possible, mais il est aussi contrebalancé par d'autres facteurs.

On pourrait alors parler d'une tension constitutive, d'une hésitation discursive entre deux formules de mobilisation électorale, deux modes d'accès à une représentativité politique durable : à la composante populiste, issue de la tentation de se prétendre le seul interprète légitime de la parole du peuple, répond ainsi l'acceptation de la pluralité au sein de la démocratie. L'exclusion de l'autre ne s'y fait pas au nom d'une majorité homogène et informe, mais en vue du rétablissement de la diversité culturelle, sociale et politique de la Bolivie.

Le populisme est un moment spécifique dans la constitution du discours du MAS ; il répond à une nécessité conjoncturelle face aux élites de la démocratie « pactée », mais rien n'indique pour l'instant s'il s'agit d'une composante durable ou si la stabilisation du

[1] L'autre nom du MAS est d'ailleurs « Instrument Politique pour la Souveraineté des Peuples » (IPSP), ce qui reflète plus nettement la volonté de préserver l'idée d'une Bolivie plurielle et hétérogène. Il s'agit en fait du premier nom du parti, mais qui ne fut jamais reconnu par la cours électorale.

jeu électoral en atténuera les effets. Tout dépend de la capacité des partis boliviens dans leur ensemble à demeurer inscrits dans une logique pluraliste où chacun accepte l'autre comme représentant d'une *partie* du peuple et non de sa *totalité*.

Cette possibilité d'un espace public de confrontation entre membres d'une même nation est impossible au sein de la rhétorique populiste. L'exemple du péronisme l'a prouvé : lorsqu'un leader politique prétend représenter la totalité exclusive du peuple, les adversaires électoraux sont propulsés hors de la nation légitime. Cette sorte de rousseauisme extrême – où l'expression de la majorité annihile la minorité – ne connaît pas le pluralisme et l'alternance. Le perdant ne subsiste pas au choix du peuple.

Mais si celui-ci demeure divers et pluriel, comme semble encore l'accepter le MAS, si le champ politique, lors de ses restructurations, garde assez d'espace pour la coexistence de points de vue distincts sur la nation à l'intérieur d'une vision commune – le régime démocratique et libéral –, alors le populisme n'aura été qu'une transition vers un espace public enrichi, nourri de l'émergence d'acteurs nouveaux et refondé sur la base d'une diversité plus conforme à la structure sociale et culturelle du pays. Mais là encore, ce n'est qu'un horizon, une possibilité : rien ne permet aujourd'hui de trancher en faveur de l'un des pôles de la tension sur laquelle s'est bâti le succès de Morales.